

Note / 20	Correcteur

N° d'anonymat (4)
6754

1 Sujet : Est-il souhaitable de réindustrialiser la France ?

5 Le président américain Joe Biden a annoncé en 2022 l'entrée en vigueur de l'Inflation Reduction Act qui participe d'une stratégie protectionniste assumée, orientée vers la transition écologique. Compte tenu des coûts de l'énergie en Europe, et plus particulièrement en France du fait de l'état de son parc nucléaire, liés à la guerre en Ukraine, l'annonce du plan américain fait craindre la délocalisation d'industries françaises aux États-Unis afin de bénéficier de coûts de production plus favorables.

15 Dès 2012, le rapport Gallois alertait sur le processus de désindustrialisation avancé de l'économie française et sur ses conséquences. Néanmoins, le déclin du secteur industriel, qui regroupe les entreprises productrices de biens manufacturés, semble être le corollaire d'un double phénomène : la mondialisation, d'une part, qui permet de délocaliser le processus productif dans des pays où les facteurs de production sont moins chers et, d'autre part, l'augmentation du niveau de vie en France qui se traduit par une augmentation de la demande de services. Pour autant, dans un contexte de crise du multilatéralisme, de tensions protectionnistes ravivées et des risques de rupture d'approvisionnement mis en exergue successivement par la crise du covid puis la guerre en Ukraine, le fait de disposer d'un tissu industriel dynamique apparaît comme un atout de nature à favoriser la résilience de l'économie nationale.

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

Au-delà du caractère souhaitable de la réindustrialisation de la France, qui interroge sa nécessité, se pose la question de la nature d'un tel processus qui ne saurait ignorer l'objectif de transition écologique et la gouvernance européenne.

Dans quelle mesure l'industrie participe-t-elle au dynamisme et à la résilience de l'économie française ?

Si la désindustrialisation apparaît comme la contre-partie d'une économie qui s'enrichit, ce processus connaît certaines limites (I). Dès lors, une politique industrielle volontariste et ciblée apparaît nécessaire, tant à l'échelon national qu'europpéen (II).

Malgré le fait que la désindustrialisation témoigne de l'enrichissement de l'économie française, la crise du covid puis la guerre en Ukraine ont mis en évidence les limites d'un tel processus (I).

Le délitement du tissu industriel français est la contre-partie de la mondialisation et de la tertiarisation de l'économie nationale (A).

D'abord, il apparaît que le développement du secteur des services est la conséquence de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages français. Le fait que l'accès aux biens de première nécessité soit garanti accroît mécaniquement la demande de biens dits "supérieurs" qui relèvent du secteur tertiaire (loi d'Engel). En conséquence, l'on constate un déplacement des emplois du secteur primaire, secondaire dans une moindre mesure, vers le secteur tertiaire, processus qu'Alfred Sauvy a dénommé "théorie du diversement". Aujourd'hui 75% des emplois sont ainsi concentrés dans le secteur

70 tertiaire pour seulement 5% dans le secteur primaire et 20% dans le secteur secondaire.

75 La hausse du niveau de vie des ménages français a été permise par une augmentation du pouvoir d'achat liée à la baisse du coût des biens de consommation importés permise par la mondialisation de l'économie. Suivant la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo développée par la suite par les économistes Heckscher, Ohlin et Samuelson, tous les pays ont intérêt à se spécialiser dans la production des biens leur permettant de tirer le meilleur parti de leur dotation initiale en facteurs de production. Ce processus de spécialisation productive est à l'origine de la mondialisation des échanges, organisés au sein du GATT devenu OMC en 1995, et de la constitution des chaînes de valeur mondiales, lesquelles consistent en une division internationale du processus de production. Par ailleurs, la multiplication des firmes multinationales françaises a également été à l'origine d'une délocalisation des étapes industrielles du processus productif dans des pays où la main d'œuvre est moins chère, participant de la désindustrialisation de la France.

95 Cela étant, la France conserve sur son territoire quelques fleurons industriels. Il s'agit des industries d'armement à l'image de Thalès, Navalgroup, Dassault aviation ou encore Airbus. Ces dernières participent au soutien de la croissance de l'économie française ainsi qu'à l'accroissement de sa croissance potentielle. Elles contribuent enfin au rayonnement et à la réputation de l'industrie française sur la scène internationale qui n'a pas entaché la rupture du contrat avec l'Australie quant à la fourniture de sous-marins.



105

Néanmoins, la crise du covid puis la guerre en Ukraine ont été révélatrices des limites de la désindustrialisation de la France (B).

110

Lors de la crise du covid, la France a été confrontée à des ruptures d'approvisionnements en intrants stratégiques à l'image des masques, des médicaments, des vaccins et des semi-conducteurs, entre autres. Cette situation a ravivé le débat quant au délitement du tissu industriel français qui aurait pu permettre de pallier certaines pénuries. En effet, dans l'optique de limiter leurs coûts de production et d'accroître leurs marges bénéficiaires, les fournisseurs étrangers, la Chine notamment, ont adopté la stratégie de "just in time production" qui consiste à limiter au maximum la constitution de stocks afin de diminuer les coûts liés au stockage des biens produits. Au moment de la crise, cette stratégie s'est soldée par l'apparition de goulets d'étranglements à l'origine d'un choc d'offre, non seulement pendant la crise au moment où les pays importateurs, dont la France, cherchaient à se fournir en masques, mais également au moment de la reprise lorsqu'il s'est agi de répondre à l'explosion de la demande suite au déconfinement. Ainsi, la constitution de chaînes de valeur mondiales est source de vulnérabilités dans la mesure où elle génère un phénomène de dépendance, ce qui réhabilite l'intérêt de relocaliser en France une partie de l'appareil productif.

120

125

130

135

140

La crise en Ukraine a quant à elle révélé les fragilités auxquelles sont sujettes les industries encore présentes sur le territoire national. Bien que le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement ait permis de limiter les conséquences de l'explosion du prix de l'électricité,

Note / 20	Correcteur

N° d'anonymat (4)
6754

1 nombreuses sont les industries qui ont dû mettre leur production à l'arrêt en raison de l'impossibilité d'absorber l'augmentation de leurs coûts de production. Or, dès lors que le nombre d'industries se réduit, l'on constate un

5 phénomène de granularité (Thabelle Mejean) qui empêche une répartition du choc optimale, lequel se concentre sur les entreprises restantes et décuple les effets déléteries.

10 Il importe enfin de rappeler les conséquences structurelles du processus de désindustrialisation. D'une part, la désindustrialisation est l'une des causes du ralentissement des gains de productivité observé depuis 2008 en France. L'industrie est en effet le secteur au sein duquel

15 ces gains sont les plus élevés. D'autre part, la désindustrialisation a eu des conséquences majeures sur l'intégration des territoires ruraux, tant du point de vue économique que du point de vue social. Nicolas Rénahy, dans son ouvrage des gens du coin expose les conclusions de son enquête réalisée auprès des jeunes habitants d'un ancien bassin industriel : ces derniers souffrent d'un déclassement social vis-à-vis de la génération des pères, d'une désaffiliation sociale liée à la disparition des solidarités ouvrières, ce qui a pour conséquence une

20 polarisation des opinions politiques en faveur des extrêmes. Ainsi, l'enjeu de l'industrialisation de la France dépasse le champ des considérations économiques.

30 Dès lors, une politique industrielle volontariste et ciblée apparaît cruciale tant à l'échelon national

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

qu'au niveau concret de l'Union européenne (II)

35  
La réindustrialisation de la France est souhaitable dans le cadre d'une politique industrielle volontariste et orientée vers la transition écologique et davantage de résilience dans la mondialisation (A).

40  
Dans un premier temps, la réindustrialisation de la France n'apparaît souhaitable qu'à condition qu'elle s'inscrive dans la droite ligne du processus de transition écologique. Les Accords de Paris dont la France est signataire, ont fixé un objectif contraignant en termes de réchauffement climatique à l'horizon 2030, lequel ne devra pas dépasser une hausse d'1,5 degré par rapport à la période pré-industrielle. Pour atteindre cet objectif, Céline Guirrach, co-auteur du troisième rapport du GIEC 2022 considère que certains actifs ne devront pas aller jusqu'à la fin de leur durée d'exploitation prévue. La réindustrialisation doit être conduite au prisme de ces contraintes afin d'éviter des investissements dans de futurs actifs échoués. Dès lors, l'Etat français doit mettre en oeuvre des incitations fiscales destinées à flécher les investissements "verts" pour les investisseurs qui seraient plutôt enclins à poursuivre des investissements "bruns" dont le rendement est moins incertain a priori.

60  
Dans un second temps, la réindustrialisation de la France est souhaitable dès lors qu'elle s'inscrit dans une recherche de souveraineté nationale au travers d'une résilience accrue lors de chocs qui entravent la production ou la distribution. Le Conseil d'analyse économique (CAE) recommande, dans une note de 2021 intitulée Quelle stratégie de résilience dans la mondialisation ?, de cibler les intrants stratégiques vulnérables à partir des données des douanes françaises. Une telle identification



70 permettrait aux industries françaises de se positionner sur  
des segments stratégiques des chaînes de valeur mondiales  
afin de développer de nouveaux avantages comparatifs. Il  
pourrait s'agir, à titre d'exemple, de la production de moteurs  
à hydrogène ou de la gravure des puces électroniques.  
75 Cette résilience conduite au travers de la politique  
industrielle implique de cibler certains secteurs industriels  
en particulier. Au regard de la menace de disruption  
dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, ce  
secteur devra faire l'objet d'une attention particulière.

80 Il convient enfin de souligner que la réindustrialisation,  
si elle est souhaitable, n'est pertinente que dans la mesure  
où elle s'inscrit dans le cadre d'une dépendance choisie.  
La réindustrialisation de la France ne saurait être entreprise  
dans le but d'aboutir à un système productif national  
85 autonome. Qu'il s'agisse de protectionnisme ou de réindustrialisation,  
le fait de vouloir tout produire sur le sol national est  
illusoire; il s'agit du "mythe du potager" selon  
Emmanuel Combe, d'où la nécessité de penser la  
réindustrialisation dans un cadre supranational concerté.

90  
Ainsi, toute politique de réindustrialisation devra  
nécessairement s'inscrire dans un cadre national et  
européen renouvelé (B).

95  
D'abord, à l'échelon national, toute politique visant à  
densifier le tissu industriel devra s'accompagner de politiques  
publiques en matière de formation et d'innovation.  
100 Le délitement du tissu industriel français a eu des effets  
d'hystérèse, à savoir une perte de compétences et d'attractivité  
pour le secteur. Il convient dès lors de promouvoir  
la démarche de la Fabrique de l'industrie, organisme  
qui travaille notamment à la revalorisation des filières  
de formations professionnelles et technologiques qui se

105 jouissent pas du même attrait que les filières générales.  
En matière d'innovation, il s'agit de favoriser la recherche  
et le développement, étape nécessaire et préalable à l'exploitation  
industrielle de toute découverte ou invention d'ordre scientifique  
ou technique. Cela nécessite également, à l'image de la  
110 Silicon Valley, de favoriser les interactions entre centres de  
recherche universitaires et entreprises innovantes qui  
sont sources d'externalités positives en favorisant notamment  
l'augmentation du capital humain par le phénomène de  
"learning by doing". Le CAE recommande par ailleurs,  
115 dans une note de 2018 dédiée à l'industrie automobile,  
de ne pas entraver la constitution de clusters automobiles  
dans le nord-est de la France, lesquelles bénéficieront  
d'externalités positives liées aux effets d'agglomération  
dont bénéficie également l'industrie aéronautique à  
120 Toulouse.

La réindustrialisation de la France ne saurait être  
envisagée indépendamment d'une politique engagée conjointement  
au niveau de l'Union. Outre les facilités de financement  
125 que peut offrir l'Union européenne, notamment en  
matière de financement de la recherche, c'est au  
niveau supranational que se jouent la souveraineté  
ainsi que les perspectives industrielles françaises.  
Dans un contexte de reflux du multilatéralisme dont sont  
130 symptomatiques l'IRA américain et le projet des  
routes de la soie initié par la Chine, le développement  
de nouvelles industries compétitives françaises devra  
se faire dans une logique de "friend-shoring" et  
non plus d'"off-shoring".   cet égard, l'Union européenne  
135 a récemment annoncé la mise en oeuvre de projets  
industriels d'intérêts économiques communs (PIEC) au  
niveau de l'Union. Cette initiative permettra de  
financer, sur un budget commun, des projets de  
grande envergure que ne pourrait pas se permettre  
140 de financer la France  t égard à son taux d'endettement



Note / 20	Correcteur

N° d'anonymat (4)
6754

1 qui s'élevait à 113,3 % du PIB au deuxième trimestre 2022. De tels projets permettront également de pallier ou a minima d'atténuer les inégalités liées à la spécialisation des appareils productifs qui s'est produite suite à la

5 mise en place du marché commun et qui a permis à l'Allemagne de faire de son industrie le principal moteur de sa croissance (Paul Ruyman).

10 En définitive, compte tenu à la fois des limites de la désindustrialisation française mises en exegue par les récentes crises ainsi que du reflux du paradigme libre-échangiste qui prévalait jusqu'alors, la réindustrialisation apparaît nécessaire, davantage que souhaitable. Néanmoins,

15 la réindustrialisation de la France ne saurait être totale. Elle doit être toute entière orientée vers la transition énergétique et l'acquisition de leviers de résilience dans la mondialisation en cas de choc conjoncturel. Aussi,

20 dans un souci d'efficacité, toute entreprise de réindustrialisation du tissu productif français devra nécessairement s'inscrire dans une politique coordonnée à l'échelon européen, ce qui a d'ores et déjà été engagé avec l'instauration des PIIEC.

25

30

(1) Indiquer la nature du concours.  
 (2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.  
 (3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.  
 (4) Ne rien inscrire dans cette case.  
 (5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).